

Le développement de notre coopération avec ces pays présente de nombreux avantages. Ainsi nous créerons-nous des liens d'amitié et d'affaires, nous en sommes convaincus, avec une partie importante des populations africaines; ainsi pourrons-nous faire servir au développement socio-économique de ces populations les vastes ressources scientifiques et techniques de nos propres communautés francophones à travers le Canada; ainsi, enfin, pourrons-nous aider les États africains francophones dans leur recherche de nouvelles relations internationales en dehors des cadres anciens qui limitaient à la France et à la Belgique les sources d'aide à leur développement. Je me permets de revenir ici sur un point capital que j'ai évoqué tout à l'heure: c'est que nous avons, avec ce programme relativement nouveau pour le Canada, une occasion exceptionnelle d'adapter notre coopération très étroitement aux conditions optimales d'intervention sur lesquelles les études les plus récentes du développement ont fait l'accord des pays donateurs et bénéficiaires, ainsi qu'aux objectifs de promotion sociale dont j'ai souligné précédemment la nécessité parallèlement au développement économique.

Le nouveau programme d'aide bilatérale du Canada à l'Amérique latine est différent. Il visera, du moins au début, à fournir une assistance technique. Mais il faut se rappeler que le Canada a déjà fourni 60 millions de dollars à la Banque interaméricaine de développement pour des investissements, sous forme de prêts, destinés à améliorer les infrastructures économiques et sociales des pays bénéficiaires. Notre nouveau programme d'assistance technique bilatérale sera orienté, dans toute la mesure du possible, vers les domaines de l'éducation, de l'agriculture, de l'industrie forestière, des pêcheries et du développement collectif, et ceci dans le but d'étendre les avantages de la modernisation à des secteurs assez considérables de la population. Les pays que nos équipes de spécialistes ont commencé à visiter pour en ramener des projets précis d'assistance, il s'agit de la Colombie, du Pérou, du Brésil et des républiques de l'Amérique centrale, ces pays ont non seulement grand besoin d'une telle assistance mais possèdent des organismes de planification pour en faire bon usage. L'itinéraire choisi pour nos premières missions d'étude ne signifie aucunement que nous n'offrirons pas éventuellement une assistance semblable à d'autres pays de l'Amérique latine. Nous sommes déjà disposés à contribuer au succès de programmes régionaux de développement et à favoriser par des bourses les programmes de formation universitaire ou technique selon la formule dite du "tiers-pays". L'itinéraire de nos premières équipes n'exclut donc aucun pays des cadres de notre coopération au développement de l'Amérique latine.

4. Accélérer la mise en application des projets.

Prévoir la substance de ces programmes dans l'Amérique latine est une tâche et les mener à terme le plus vite possible en est une autre.

La question de la mise en oeuvre rapide ou, comme on l'a dit parfois d'une façon moins constructive, le problème des déboursements a été soulevé dans votre sous-comité ainsi que dans les pays récipiendaires et dans le grand public au Canada en général. Il y a différentes choses que je voudrais dire à ce sujet.

Premièrement, nous devons admettre que la coopération internationale, le développement international est un problème très complexe. Et il doit être clair que les projets de développement comportant des dépenses de millions de